



Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète

Intervention de S.E. Ambassadeur Mauro Vieira

Représentant Permanent

28 Mars 2017

(seul le prononcé fait foi)

Madame la Présidente de la Conférence,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre nomination en tant que Présidente de cette Conférence et de vous assurer du plein soutien de ma délégation.

Le Brésil s'associe à l'intervention prononcée par la délégation du Salvador au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

C'est un honneur pour moi d'adresser les Nations Unies dans le contexte de la Conférence des Nations Unies pour négocier un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète.

Nous sommes ici réunis pour discuter un des plus importants sujets qui affecte le présent et l'avenir de l'humanité et la survie de notre planète: le désarmement nucléaire. Conscients de la dévastation qu'une guerre nucléaire ferait subir à l'humanité entière et de la nécessité qui en résulte de prendre des mesures en vue de sauvegarder la sécurité des peuples, les états participants à cette conférence sont convaincus qu'il est grand temps que nous poursuivions des mesures efficaces vis à vis le désarmement nucléaire.

Des récentes discussions et études sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires nous ont permis d'approfondir davantage notre compréhension collective sur les conséquences catastrophiques et sur les risques pour la vie, l'environnement et la santé d'une éventuelle utilisation délibérée ou accidentelle des arsenaux nucléaires.

Comme beaucoup l'ont déjà souligné, aucun état ou organisation internationale n'aurait la capacité de faire face à l'émergence qu'une detonation déclencherait dans une zone peuplée. De même, ils ne seraient pas en condition d'offrir une assistance adéquate et efficace aux victimes.

En outre, nous ne pouvons plus fermer les yeux aux implications calamiteuses et transfrontalières que cet acte produirait à plus long terme, y compris pour la survie et la santé des générations futures; pour l'environnement et les écosystèmes; pour l'agriculture et pour le développement socio-économique de nos pays.

Bien entendu, ces inquiétudes ne sont pas nouvelles. En effet, les préoccupations humanitaires ont été un facteur important de motivation pour l'établissement du Traité de Non-Prolifération des Armes Nucléaires (TNP) et elles demeurent le moteur principal de ceux qui insistent pour que les dispositions du Traité relatives aux désarmement nucléaire soient pleinement respectées et mises en oeuvre, y compris les efforts systématiques et progressifs à fin de concrétiser la promesse de l'Article VI du Traité et le Programme d'action adopté par consensus en 2010.

Madame la présidente,

Paralysée depuis une vingtaine d'années, la Conférence du Désarmement, qui aurait dû à ce jour produire des résultats tangibles sur le désarmement nucléaire, ne nous permet pas des prévisions optimistes. De plus, les engagements pris par les états dotés d'armes nucléaires lors des conférences d'examen du TNP n'ont pas été tenus. Par conséquent, l'obligation du désarmement nucléaire, exigée par le TNP, a pris l'apparence, aux yeux de certains, d'un simple exercice volontaire à entreprendre selon le rythme, la manière et selon les termes désirés par les pays dotés d'armes nucléaires.

Cette inertie des négociations diplomatiques, par ailleurs, ne correspond pas à la réalité des risques croissants que nous courrons dans un monde où les doctrines sécuritaires de plusieurs pays se fondent sur une invincibilité supposée que ces armes donneraient à ses détenteurs. Cette croyance au pouvoir magique des armes nucléaires crée une politique contraire à la raison, qui réaliserait la prophétie du nobel de la paix Andrei Sakharov: "une guerre thermonucléaire ne peut être considérée comme une continuation de la politique par d'autres moyens. Ce serait un moyen de suicide universel".

La situation est exacerbée par l'existence de programmes de modernisation des armes nucléaires qui représentent une sorte de prolifération verticale et par l'émergence d'une certaine rhétorique qui pourra avoir la conséquence involontaire de contribuer pour la valorisation et même prolifération des armes nucléaires ainsi que pour la flexibilisation d'un certain tabou sur son utilisation.

Madame la présidente,

Dans ce contexte inquiétant, le Brésil considère que la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires, en vue de leur élimination complète, est un devoir juridique et moral de la communauté internationale. Après avoir réussi ensemble à proscrire des armes de destruction massive telles que les armes biologiques et les chimiques, le moment est arrivé de déclencher le processus de négociation pour interdire les armes nucléaires, les plus meurtrières parmi toutes.

Le Brésil s'engagera de façon constructive aux négociations qui auront lieu cette semaine et lors de la deuxième session de la conférence. Nous espérons que tous les états membres des Nations Unies participeront activement dans nos efforts pour réaliser l'objectif d'un monde libre d'armes nucléaires. Ceci est une question d'importance universelle, qui dépasse les frontières, le temps et les différences idéologiques. Nous sommes convaincus qu'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires sera une mesure efficace de désarmement et sera reconnu dans l'avenir comme étant essentiel pour la préservation de la paix et de notre planète.

Je vous remercie.